



HAL
open science

La gauche équatorienne face à la gestion des ressources naturelles

Vincent Arpoulet

► **To cite this version:**

Vincent Arpoulet. La gauche équatorienne face à la gestion des ressources naturelles. 2021. halshs-03965322

HAL Id: halshs-03965322

<https://shs.hal.science/halshs-03965322v1>

Submitted on 17 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LUTTES D'HIÉR & LUTTES D'AILLEURS



01/10/2021 VINCENT ARPOULET

LA GAUCHE ÉQUATORIENNE FACE À LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Par Vincent Arpoulet L'arrivée de Rafael Correa à la tête de l'Equateur en 2006 s'inscrit dans une rupture par rapport aux gouvernements précédemment élus et leurs mesures néolibérales. Cela s'est traduit notamment par une réforme constitutionnelle qui a renationalisé une importante partie du secteur pétrolier dans le but d'utiliser les revenus de cette activité pour financer la lutte contre les inégalités. Pour autant, ce sujet divise au sein de la gauche équatorienne : les corréistes sont favorables à un « état fort et centralisé » utilisant les revenus extractifs pour mener des réformes, quand une autre partie de la gauche voit en l'extractivisme le « cheval de Troie » du capitalisme, favorisant l'accumulation des richesses pour un petit nombre.

« Alors que les avatars du marxisme ont perdu le souffle originaire de la pensée marxienne, alors que la théologie de la libération s'est épuisée, nous retrouvons unis, dans les textes de la constitution correenne, la source retrouvée des deux messages de fraternité humaine »⁽¹⁾. C'est en ces termes très élogieux que le philosophe Edgar Morin fait référence à la Constitution adoptée par référendum en 2008 en Equateur, suite à l'élection de Rafael Correa à la Présidence de la République équatorienne au mois d'octobre 2006. Il considère ainsi que la réforme constitutionnelle impulsée par ce dernier s'appuie à la fois sur des grilles d'analyse marxistes et sur une conception inspirée de la théologie de la libération, imprégnée de l'idée qu'il faut en permanence lutter contre les inégalités économiques et sociales pour améliorer les conditions de vie de la population. En ce sens, l'élection en 2006 du gouvernement de la Révolution Citoyenne, avec à sa tête Rafael Correa, représente la première tentative d'institutionnalisation d'un mouvement d'opposition au néolibéralisme en Equateur. Il est alors intéressant de se pencher sur les modalités d'application des conceptions portées par les acteurs de la Révolution Citoyenne afin de dresser un bilan exhaustif de ce processus politique.

L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE RAFAEL CORREA ET LA VOLONTÉ DE "RENATIONALISATION" DES ACTIVITÉS EXTRACTIVES

L'élection de Rafael Correa s'inscrit dans la foulée d'importantes mobilisations sociales qui se tiennent à partir de 2005 pour dénoncer les conséquences économiques et sociales des mesures de privatisation des principaux secteurs économiques progressivement adoptées par les gouvernements qui se sont succédés à partir du début des années 1980, en particulier au cours de la présidence du conservateur Sixto Durán Ballén (1992-1996). Un rapport du Système Intégré d'Indicateurs Sociaux de l'Equateur, publié en 2008 déclare que dans la population équatorienne, les 20% les plus pauvres touchent en moyenne 2,4% du revenu global en 2004, alors qu'ils en touchaient 4,4% au début des années 1990. Dans ce contexte, à la suite de son élection, Rafael Correa s'engage à réguler les ressources économiques afin qu'elles permettent de financer d'importants programmes de redistribution sociale, en s'appuyant notamment sur les revenus issus de l'extraction des ressources pétrolières. En effet, comme le mentionne explicitement la réforme de la Loi des Hydrocarbures de 1971 adoptée en 2010 : "les hydrocarbures constituent la principale source de revenus économiques pour l'État équatorien"⁽²⁾. Les activités d'exploitation des ressources pétrolières se sont renforcées avec l'arrivée au pouvoir du général Guillermo Rodríguez Lara en 1972. Suite à la découverte d'importants gisements d'hydrocarbures au sein de l'Amazonie équatorienne, ce dernier décide de s'appuyer sur l'exploitation de ces ressources pour financer l'industrialisation du pays. Les gouvernements successifs vont faire le choix de renforcer l'exploitation de ces ressources, pour que l'Equateur se démarque sur la scène internationale comme un pays producteur et exportateur de pétrole. Selon Henry Llanes, spécialiste des politiques pétrolières équatoriennes, au cours de la période s'étendant de 1972 à 2002, les revenus issus de l'extraction pétrolière ont représenté en moyenne 35,7% du budget général de l'État⁽³⁾. C'est pour cela que Rafael Correa considère qu'il est nécessaire de s'appuyer sur une réorientation des revenus pétroliers vers l'État pour mettre en place des programmes de redistribution destinés à réduire la pauvreté. Il déclare à ce titre : "Le principal objectif d'un pays tel que l'Equateur est d'éliminer la pauvreté. Et pour cela, nous avons besoin de nos ressources naturelles"⁽⁴⁾. Pour autant, au sein des mobilisations qui se tiennent en 2005, plusieurs mouvements tels que la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Equateur (CONAIE) dénoncent les conséquences sociales et environnementales des activités extractives. La gestion des ressources pétrolières est alors au cœur des controverses traversant la gauche équatorienne. Dans l'ouvrage intitulé : *Buen Vivir y ecosocialismo : diálogo entre dos alternativas al capitalismo*, Matthieu Le Quang et Tamia Vercoutere, respectivement politique et sociologue, expliquent que le courant qualifié d'"éco-marxiste"⁽⁵⁾, majoritaire au sein du gouvernement formé par Rafael Correa, ne suscite pas l'unanimité au sein du mouvement Alianza Pais qui a pourtant soutenu sa candidature à l'occasion de l'élection présidentielle de 2006. Ce courant envisage l'État comme un outil permettant de redistribuer les moyens de production et de rompre ainsi radicalement avec le modèle capitaliste. Dans cette perspective, les corréistes considèrent que le principal problème de l'économie équatorienne n'est pas l'extractivisme en lui-même, mais le fait que la part principale des revenus de cette activité revienne au secteur privé et non à l'État. Selon la géographe Marie-France Prévôt-Schapiro, à l'image de nombreux pays latino-américains, l'Equateur s'engage, à partir des années 1980, dans un processus de "reprimarisation extractive"⁽⁶⁾ défini comme "un nouveau cycle d'exploitation et d'exportation de leurs ressources naturelles" fondé sur une reconfiguration de la participation de l'État au profit du développement de l'initiative privée dans la gestion des ressources pétrolières. Cette dynamique s'opère en parallèle (et est potentiellement encouragée) par la diffusion au sein du continent latino-américain du Consensus de Washington. Il s'agit d'un programme de stabilisation économique et d'ajustement structurel, qui s'inspire des théories économiques de l'École de Chicago, une école de pensée néolibérale, promouvant l'idée selon laquelle l'État doit se désengager du marché économique au profit de l'initiative individuelle. Milton Friedman, l'un des principaux théoriciens du néolibéralisme, déclare à ce titre : « nous supposons que l'individu qui prend ces décisions agit comme s'il poursuivait et tentait de maximiser un seul but »⁽⁷⁾. Le Consensus de Washington encourage ainsi la libéralisation des économies latino-américaines, la privatisation de leurs principaux secteurs économiques et l'abaissement des barrières aux Investissements Directs Étrangers (IDE). C'est donc en réaction aux politiques économiques néolibérales du Consensus de Washington que va se construire la pensée économique des principaux acteurs de la Révolution Citoyenne. En effet, aux yeux de Rafael Correa, la libéralisation des économies est le pilier du capitalisme : c'est donc au néolibéralisme qu'il faut s'opposer afin d'élaborer une politique de rupture avec l'économie capitaliste. C'est parce que le Consensus de Washington encourage la privatisation des principales activités économiques des pays latino-américains que la "reprimarisation extractive" va encourager l'installation de grandes entreprises privées en Equateur. Le néolibéralisme apparaît donc comme la cause principale des inégalités car il a encouragé la constitution de monopoles privés bénéficiant de la majorité des profits issus de l'activité extractive. Ce qui est critiqué est moins l'importance de l'activité extractive dans l'économie équatorienne que sa dimension capitaliste. Le principal objectif affiché par Rafael Correa lorsqu'il arrive au pouvoir est donc de construire un État fort et centralisé, capable de contrôler ses activités et de développer efficacement son marché économique. Cela se traduit notamment par l'adoption, le 27 juillet 2010, d'une réforme de la Loi des Hydrocarbures adoptée en 1971, qui engendre une importante étatisation du secteur pétrolier par le biais de la création de deux organismes : le Secrétariat aux Hydrocarbures, chargé de renégocier les contrats de participation octroyés aux entreprises privées et de l'Agence de Contrôle des Hydrocarbures, qui veille au respect de l'application des clauses contenues dans les contrats renégociés, ainsi qu'à l'application des sanctions à l'égard des entreprises cherchant à contourner la loi.

“ *Le néolibéralisme apparaît comme la cause principale des inégalités car il a encouragé la constitution de monopoles privés bénéficiant des revenus de l'activité extractive.* ”

LA PENSÉE D'UN ÉTAT FORT ET CENTRALISÉ : INSTRUMENT DE L'INSTITUTIONNALISATION D'UN ANTI-NÉOLIBÉRALISME ÉQUATORIEN

Le pendant politique de cette étatisation économique est la volonté d'unifier le peuple équatorien autour du concept de nation. En effet, les corréistes considèrent que les faiblesses de l'État équatorien sont dues au poids de différentes corporations qui défendent les intérêts d'un secteur de la société, au détriment des autres. Or, ces corporations jouent selon eux un rôle prépondérant dans la détermination des politiques économiques en faisant pression sur les gouvernements. C'est pour cette raison que, selon Rafael Correa, la construction d'un État fort et centralisé doit reposer sur une "décorporisation". Il envisage ainsi l'État comme un outil permettant d'unifier les différents secteurs de la société autour d'une vision et d'objectifs communs sur lesquels doit reposer la nation politique. L'étatisation sur le plan économique, est donc fortement corrélée à la centralisation politique. Il défend l'idée que le gouvernement est le seul à défendre les intérêts de l'ensemble de la nation, alors que les corporations et les différents corps intermédiaires mettent en avant uniquement les intérêts de certains groupes. C'est pourquoi, le gouvernement de la Révolution Citoyenne a fait de la lutte contre la "corporisation" de l'État une priorité. La volonté affichée de gouverner en se passant des corps intermédiaires peut conduire à rapprocher cette politique du populisme. Le populisme est défini par Ernesto Laclau⁽⁸⁾ non pas comme un régime politique en soi, mais plutôt comme un moyen d'exercer le pouvoir au sein d'un régime politique. Il distingue la "totalisation démocratique" de la "totalisation populiste". La première s'appuie sur la logique de la différence, en distinguant clairement les demandes de chaque groupe social ou secteur de la société. Chaque demande nécessite donc des réponses spécifiques. Cette totalisation démocratique annihile toute forme d'antagonistes puisqu'elle considère qu'il n'existe pas des demandes opposées, mais seulement des demandes différentes. Rafael Correa s'oppose à cette totalisation démocratique puisqu'elle encourage le développement de la "corporisation". À l'inverse, sa conception de l'État s'appuie plutôt sur la "totalisation populiste", consistant à unifier les différentes demandes autour d'un intérêt commun. Le populisme cherche, selon Ernesto Laclau, à unifier tous les exclus et dominés en leur montrant que leurs problèmes ont une source commune, le néolibéralisme. De ce point de vue, le gouvernement de Rafael Correa, tout comme les théoriciens marxistes, a pour objectif de convaincre toutes les catégories sociales en difficulté que leurs problèmes ont la même source et qu'elles doivent donc se soulever pour renverser le système de domination qui les maintient dans cette situation. Si, dans les deux cas, l'ennemi désigné est le capitalisme, il n'est pas appréhendé de la même façon : en effet Rafael Correa considère que la transition vers une sorte du système capitaliste doit passer par une rupture avec les logiques néolibérales. C'est pourquoi ce gouvernement équatorien a tenté d'y parvenir par le biais d'une institutionnalisation d'un mouvement anti-néolibéral, au travers de la constitution d'un État fort. Pour autant, ce gouvernement ne peut être qualifié d'anti-démocratique. S'il rejette la totalisation démocratique et répand des concepts habituellement attribués au populisme, il est fondamentalement démocratique. Ce gouvernement considère qu'il doit lutter contre les corporations afin de renforcer le lien direct entre lui et le peuple, qu'il estime être le seul représentant légitime des intérêts de l'ensemble de la société. Ce lien direct repose notamment sur le plébiscite, c'est-à-dire que les élections et référendums donnent une légitimité indispensible à la poursuite de la Révolution Citoyenne. La réforme constitutionnelle souhaitée par Rafael Correa dès son arrivée au pouvoir est ainsi adoptée par référendum. Cependant, cette conception de l'État est contestée par les deux autres principaux courants du mouvement Alianza Pais, qui sont qualifiés par Le Quang et Vercoutere d' "écologistes" et de "culturalistes" – ou d'"indigénistes".

LES ÉCOLOGISTES ÉQUATORIENS, ENTRE ANTICAPITALISME ET ANTI-EXTRACTIVISME

L'un des principaux représentants du courant écologiste est Alberto Acosta, Ministre de l'Energie et des Mines au début de la présidence de Rafael Correa. S'il se montre rapidement critique à l'égard du gouvernement, c'est car il n'appréhende pas l'extractivisme de la même manière. Oui, la dimension capitaliste de l'extractivisme a engendré des inégalités, mais il va plus loin et pense que l'extractivisme est, par essence, capitaliste. Selon lui : « l'extractivisme est une modalité d'accumulation qui commença à se forger il y a 500 ans. (...) Cette modalité d'accumulation extractive fut alors déterminée par les demandes des centres métropolitains naissants ». Il explique ainsi que le développement des activités extractives est corrélé au développement des logiques d'accumulation des ressources. L'extractivisme est ainsi l'une des conditions du développement du capitalisme, au niveau national comme au niveau international. Selon lui, l'importance de la pauvreté dans un pays est souvent corrélée à la présence de ressources naturelles. Cela montrerait que l'extractivisme est fondamentalement capitaliste puisqu'à l'échelle nationale, il favorise l'accumulation du capital entre les mains d'un petit nombre d'individus détenant les entreprises qui exploitent les ressources naturelles. À l'image d'Alberto Acosta, les écologistes dénoncent ainsi le fait qu'à l'échelle internationale, le développement des activités extractives renforce le système capitaliste puisqu'il assigne chaque pays à une place précise dans la hiérarchie internationale en fonction de son activité économique. En d'autres termes, l'extractivisme favorise selon eux la logique de la division internationale du travail telle que théorisée par l'économiste libéral David Ricardo. Les écologistes considèrent donc que la priorité est de mettre fin à l'extraction des ressources naturelles.

LE SUMAK KAWSAY FACE À L'ÉTAT-NATION

Cette priorité est partagée par les "culturalistes", qui défendent les volontés de souveraineté territoriale et d'autosuffisance économique des communautés indigènes qui vivent notamment au sein des territoires impactés par le développement des activités extractives. Ces revendications sont notamment portées par plusieurs organisations, comme la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Equateur (CONAIE). Les "culturalistes" s'appuient sur le concept indigène de Sumak Kawsay, qui affirme : la priorité de "faire" sur "avoir", l'adaptation des activités humaines à l'environnement, la valorisation des traditions et savoirs ancestraux et la volonté d'autogestion communautaire, reposant sur le développement d'initiatives locales. Ainsi, on retrouve dans le concept de Sumak Kawsay ceux de la défense du territoire, des identités locales et l'idée d'une relation harmonieuse entre l'Homme et la nature. Les tenants de cette conception considèrent l'être-human relation comme faisant de l'environnement qui l'entoure et non comme un individu qui entretiendrait un rapport de domination et de prédation avec lui. L'extraction pétrolière entre en contradiction avec les traditions indigènes. Il est ainsi intéressant de constater que les débats relatifs à l'extraction des ressources naturelles sous-tendent deux conceptions bien distinctes de la société. En effet, la défense par le gouvernement de Rafael Correa d'un État fort et centralisé comme le contrepied de l'organisation néolibérale de la société se confronte à la revendication d'un État plurinational, défendu par un certain nombre de communautés indigènes et la CONAIE. Ces derniers défendent ainsi la mise en place d'un État reconnaissant l'existence de différentes nationalités et veillant au respect et à la protection de leurs traditions. Dans cette perspective, plusieurs communautés indigènes ont fait preuve d'une certaine réticence à l'égard de la volonté affichée par le gouvernement d'utiliser les revenus issus de l'extraction des ressources pétrolières dans la construction d'établissements éducatifs. En effet, si le développement d'écoles sur l'ensemble du territoire est perçu comme une condition de l'amélioration de l'accès à l'éducation par les corréistes, cela est ressenti par les peuples indigènes comme une stratégie d'assimilation à un autre modèle de société. Ils perçoivent le développement de ce type d'infrastructures comme une menace pour la préservation de leurs traditions et de leurs savoirs. Le témoignage de plusieurs membres de la communauté Kichwa de Pañacocha est significatif : "Ils sont en train de construire les écoles du millénaire qui cherchent à réunir tous les étudiants de la paroisse de Pañacocha et des communautés aux alentours. Un internat sera créé pour le cycle secondaire pour éviter des dépenses aux étudiants. Mais nous ne savons pas si l'éducation interculturelle bilingue disparaîtra car toutes les écoles seront remplacées par cette école et collège du millénaire, ils ne se rendent pas compte qu'il y a des enfants indigènes et colons"⁽⁹⁾. Nous pouvons constater que les divisions autour de la gestion des ressources naturelles ainsi que de la conception de l'État sont structurantes au sein de la gauche équatorienne. Ces lignes de fracture permettent notamment de comprendre la victoire du conservateur Guillermo Lasso face au corréiste Andrés Arauz à l'occasion de l'élection présidentielle qui s'est tenue le 11 avril 2021. En effet, un certain nombre de représentants indigènes ont refusé de se positionner en faveur de Andrés Arauz en raison de leur hostilité affichée à l'égard des corréistes, à qui ils reprochent de défendre un modèle économique portant atteinte à l'environnement ainsi qu'à leur identité. Cependant, il serait malgré tout inexact de considérer qu'il existe un mouvement indigène unifié qui serait inconciliable avec la gauche attachée au concept d'État-nation. En effet, à l'occasion du premier tour de ce scrutin, un certain nombre de communautés telles que les Shuars ont préféré soutenir Andrés Arauz plutôt qu'accorder la priorité à la lutte contre les politiques économiques d'orientation néolibérale. D'autre part, malgré les importantes lignes de fracture entre les corréistes et la CONAIE, Jaime Vargas, dirigeant de cette organisation, a choisi d'appuyer officiellement Andrés Arauz face à Guillermo Lasso à l'occasion du second tour de ce scrutin. Aussi, une recomposition de la gauche équatorienne sur la base d'un rapprochement entre les tenants des conceptions de la Révolution Citoyenne et une partie des communautés indigènes autour de la construction d'un projet post-néolibéral commun n'est pas à exclure.

Références ⁽¹⁾MORIN Edgar, « Préface », juillet 2013 in CORREA Rafael, *De la République bananière à la Non République*, Les Editions Utopia, novembre 2013, traduction française de l'ouvrage original : CORREA Rafael, Ecuador : de Banana Republic à la No Republica, Debate, décembre 2009 ⁽²⁾Système Intégré d'Indicateurs Sociaux de l'Equateur (SIISE), "La desigualdad del ingreso en el Ecuador", Quito, 2008. ⁽³⁾Asamblea Nacional, Ley Reformatoria a la Ley de Hidrocarburos y a la Ley Orgánica de Régimen Tributario Interno, Registro Oficial n°244, 27 de Julio del 2010 ⁽⁴⁾LLANES Henry, Estado y Política Petrolera en el Ecuador, Quito, Ecuador, 2004. ⁽⁵⁾CORREA Rafael, « Interview », New Left Review, 77 (5), 2012 : p89-107. ⁽⁶⁾LE QUANG Matthieu et VERCOUTERE Tamia, *Buen Vivir y ecosocialismo : diálogo entre dos alternativas al capitalismo*, Quito, IAEN, 2013. ⁽⁷⁾BOS Vincent, VELUT Sébastien, « Introduction », L'Extraction minière entre greffe et rejet, Cahiers des Amériques latines, Editions de l'IHEAL, n°82/2016. ⁽⁸⁾FRIEDMAN Milton, *Price Theory : A Provisional Text*, Chicago, Aldine, 1966. ⁽⁹⁾LACLAU Ernesto, *La raison populiste*, FCE, Buenos Aires, 2005. ⁽¹⁰⁾MARTÍNEZ Esperanza, "Yasuni, el ciclo de ambientar de 2012 Quito – Ecuador.

www.amazoniaparlada.org ; Consulté le 05/05/2021.

PARTAGER L'ARTICLE



TÉLÉCHARGER LE PDF



NOUS SOUTENIR

Si vous aimez notre travail, c'est par ici !

j'y vais

SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX

DANS LA MÊME CATÉGORIE...



LES NOUVEAUX HABITS DU SPEAKER DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

LIRE L'ARTICLE



LES GAUCHES ARGENTINE ET PÉUVIENNE FACE AU LAWFARE ET AU « NÉOLIBÉRALISME PAR SURPRISE »

LIRE L'ARTICLE

NOS REVUES



LE SÉNÉGAL À L'AUBE D'UN GRAND BASCULEMENT ?

LIRE L'ARTICLE

C'est encore mieux sur papier.

je découvre

LIRE AUSSI...



LES NOUVEAUX HABITS DU SPEAKER DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

LIRE L'ARTICLE »



LES CERFS-VOLANTS DE ROMAIN GARY, ODE POÉTIQUE À LA RÉSISTANCE

LIRE L'ARTICLE »



COMMENT ET POURQUOI LE MARCHÉ DE L'ÉLECTRICITÉ A DÉRAILLÉ ?

LIRE L'ARTICLE »



JEAN BAROIS, OU L'ÉPOPÉE D'UN LIBRE PENSEUR

LIRE L'ARTICLE »



Votre adresse e-mail ici

envoyer

